

nous constatons les mêmes résultats surprenants. Voici ce que l'on trouve dans un rapport préparé au ministère de l'Agriculture pour les produits suivants : le blé, la farine, les pois, l'avoine, le bétail, le fromage, le porc, les volailles, les œufs et les fruits. Nous en avons exporté en 1896 pour 39 millions, tandis qu'en 1902, le chiffre atteint 80 millions. Il n'en faut pas davantage, il me semble, pour appuyer ma prétention, lorsque je dis que nos industries domestiques et manufacturières ont pris un essor inouï. Et pour pousser un peu plus loin ma démonstration, il suffit de comparer les six dernières années d'exportations des produits du Canada, c'est-à-dire de 1891 à 1896, avec les années écoulées entre 1897 et 1902. Pour la première période, ces exportations se sont élevées à 611 millions, et pour la seconde à 952 millions, soit une augmentation dans les six années de 341 millions dans nos exportations seulement. Notre commerce total avec l'étranger en 1896 était de 239 millions. En 1902, il atteignait 423 millions, soit une augmentation durant cette période de 184 millions. En 1878, le commerce total du pays était de 172 millions. En 1886, il se chiffrait par 239 millions, ce qui donnait une augmentation dans le cours de 18 années de 66 millions. Or, pendant les années écoulées de 1896 à 1902, nous avons une augmentation de 184 millions. Ces derniers chiffres accusent une augmentation trois fois plus considérable durant les six dernières années que pendant les 18 années précédentes.

Nous avons joui d'une ère de prospérité sans précédents dans notre histoire et peut-être dans aucun pays du monde. Ce temps de prospérité n'a pas été pour le Canada seulement, mais ce qui est extrêmement réjouissant pour nous c'est que le Canada est en tête de toutes les nations du monde pour l'augmentation de son commerce. La statistique nous démontre que la moyenne des six dernières années a été comme suit pour l'augmentation du commerce des pays suivants : Le commerce du Canada a été augmenté de 96 pour 100 ; le Japon, 89 pour 100 ; l'Australie, 62 pour 100 ; les Etats-Unis, 48 pour 100 ; la Hollande, 43 pour 100 ; l'Italie, 39 pour 100 ; l'Amérique, 32 pour 100 ; la Belgique, 32 pour 100 ; l'Argentine, 30 pour 100 ; la Grande-Bretagne, 24 pour 100 ; la France, 18 pour 100.

Comme je viens de le dire, le Canada est en tête de tous les pays dans ce mouvement de progrès du monde civilisé.

Nous ne pouvons donc trop nous réjouir de cet état de choses ; mais, je ne pousserai pas la prétention jusqu'au point de vouloir attribuer au gouvernement le mérite exclusif de cette expansion extraordinaire de nos affaires généralement. Cependant, on admettra avec moi que le gouvernement, qui conduit les affaires d'un pays avec sagesse et habileté, y est pour quelque chose dans la confiance que les concitoyens reposent en lui quand ils mettent plus libéralement leurs capitaux et leur travail dans l'exploitation des industries et du commerce.

Depuis l'avènement du gouvernement actuel la confiance est revenue dans le pays. Les hommes d'affaires n'ont pas eu peur d'exposer leurs capitaux ; de les mettre à la disposition des immenses progrès que nous avons vus s'accomplir. C'est ainsi que nous avons vu les manufacturiers augmenter leurs établissements, perfectionner leur outillage, et come conséquence nous avons vu les villes doubler leur population en très peu de temps, afin d'avoir sur place la main-d'œuvre nécessaire pour suffire à la demande de leurs usines. Je dirai plus, nous avons vu des villes surgir comme par enchantement, telles que Grand'Mère, Shawenigan, Sault Sainte-Marie et autres, près de ces pouvoirs d'eau magnifiques, près de ces forces naturelles qui jusqu'à ces dernières années étaient restées inexploitées et improductives.

Cet état de choses ne peut faire autrement que de réjouir les hommes publics qui s'occupent des intérêts du pays.

Une circonstance solennelle, honorables messieurs, s'est présentée l'été dernier, lors de la conférence coloniale convoquée par le gouvernement de Sa Majesté, à l'occasion du couronnement de notre Souverain Edouard VII, qui a attiré l'attention de toutes les grandes colonies de l'empire. Le Canada, dans cete occasion a été représenté par son premier ministre (le très honorable sir Wilfrid Laurier) et quelques-uns de ses collègues. Nous ne pouvons faire autrement que de nous réjouir de ces circonstances qui s'offrent de temps en temps, où les hommes chargés de diriger les destinées du pays savent attirer l'attention sur l'étendue de notre pays et sur ses ressources naturelles de toutes sortes encore inexploitées, en le fai-